



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1972

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
111

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1182

Περὶ κυρώσεως τῆς υπογραφείσης ἐν Γενεύῃ τὴν 29ην Ἀπριλίου 1958 ἐπὶ τὴν αἰγίδα τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν Συμβάσεως περὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον μόνον

1. Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχύϊ Νόμου ἡ ἐν Γενεύῃ ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν υπογραφείσα τὴν 29ην Ἀπριλίου 1958 Σύμβασις περὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος, ἥς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύποις εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπομένης παραγράφου, διατυπωμένην ἐπὶ τῇ βᾶσει τοῦ ἄρθρου 12 τῆς κυρουμένης συμβάσεως.

2. Ὡς πρὸς τὸ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 6 παρ. 1 καὶ 2 κυρουμένης συμβάσεως προβλεπόμενον σύστημα μετρήσεως διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ὁρίων τῆς ὑφαλοκρηπίδος μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῶν Κρατῶν, ὧν αἱ ἀκταὶ κεῖνται ἐν ἀντι τῶν Ἑλληνικῶν, ὡς καὶ μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῶν ὁμόρων πρὸς αὐτὴν Κρατῶν, ἡ Ἑλλάς, ἐλλείψει διεθνoῦς συμφωνίας, θέλει ἐφαρμόζει τὸ σύστημα τῆς φυσικῆς γραμμῆς βάσεως.

3. Ἡ ἰσχύς τῆς ἀνωτέρω κυρουμένης Συμβάσεως ἀρχεται ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν προϋποθέσεων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 11 παρ. 2 αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Ἰουνίου 1972

Ἐν Ὄνοματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΞΑΡΟΙ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΕΜΜ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΓΕΡΑΣ. ΦΡΑΓΚΑΤΟΣ, ΑΝΤΩΝ. ΜΠΕΡΝΑΡΗΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΣΠΥΡ. ΒΕΛΛΙΑΝΙΤΗΣ.

Ἐδωροῦμένη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1972

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER CONVENTION

SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

Les Etats parties la présente Convention
Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Aux fins des présents articles, l'expression «plateau continental» est utilisée pour désigner : a) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au-delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desolites regions : b) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.

Article 2

1. L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article sont exclusifs en ce sens que si l'Etat riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'Etat riverain.

3. Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive aussi bien que de toute proclamation expresse.

4. Les ressources naturelles visées dans les présents articles comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, sont incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous sol.

Article 3

Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime des eaux surjacentes en tant que haute mer, ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.

Article 4

L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur le pla-

teau continental, réserve faite de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles.

Article 5

1. L'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles ne doivent pas avoir pour effet de gêner d'une manière injustifiable la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer, ni de gêner les recherches océanographiques fondamentales ou les autres recherches scientifiques effectuées avec l'intention d'en publier les résultats.

2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 6 du présent article, l'Etat riverain a le droit de construire et d'entretenir ou de faire fonctionner sur le plateau continental les installations et autres dispositifs nécessaires pour l'exploration de celui-ci et l'exploitation de ses ressources naturelles, et d'établir des zones de sécurité autour de ces installations ou dispositifs et de prendre dans ces zones les mesures nécessaires à leur protection.

3. Les zones de sécurité visées au paragraphe 2 du présent article peuvent s'étendre à une distance de 500 mètres autour des installations ou autres dispositifs qui ont été aménagés, mesure à partir de chaque point de leur bord extérieur. Les navires de toutes nationalités sont tenus de respecter ces zones de sécurité.

4. Ces installations ou dispositifs, tout en étant soumis à la juridiction de l'Etat riverain, n'ont pas la statut d'îles. Ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre, et leur présence n'influe pas sur la délimitation de la mer territoriale de l'Etat riverain.

5. Avis doit être dûment donné de la construction de ces installations, et l'entretien des moyens permanents de signalisation nécessaires doit être assuré. Toutes les installations abandonnées ou ne servant plus doivent être complètement enlevées.

6. Ni les installations ou dispositifs, ni les zones de sécurité établies autour de ceux-ci ne doivent être situées dans des parages où ils peuvent gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale.

7. L'Etat riverain est tenu de prendre dans les Zones de sécurité toutes les mesures propres à protéger les ressources biologiques de la mer contre les agents nuisibles.

8. Le consentement de l'Etat riverain doit être obtenu pour toutes recherches touchant le plateau continental entreprises sur place. Toutefois, l'Etat riverain ne refusera normalement pas son consentement lorsque la demande sera présentée par une institution qualifiée, en vue de recherches de nature purement scientifique concernant les caractéristiques physiques ou biologiques du plateau continental, à condition que l'Etat riverain puisse, s'il le souhaite, participer à ces recherches ou s'y faire représenter, et qu'en tout cas les résultats en soient publiés.

Article 6

1. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux ou plusieurs Etats dont les côtes se font face, la délimitation, mesurée à partir de chaque point, est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci est constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

2. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux Etats limitrophes, la délimitation du plateau continental est déterminée par accord entre ces Etats. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

3. Lors de la délimitation du plateau continental, toute ligne de démarcation établie conformément aux principes mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article devrait être définie par référence aux cartes et aux caractéristiques géographiques existant à une date donnée, et il devrait être fait mention de points de repère fixes et permanents à terre.

Article 7

Les dispositions des présents articles n'affectent en rien le droit de l'Etat riverain d'exploiter le sous-sol en recourant au percement de tunnels, quelle que soit la hauteur des eaux au-dessus du sous-sol.

Article 8

La présente Convention sera, jusqu'au 31 octobre 1958, ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie à la Convention.

Article 9

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 10

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 8. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 11

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 12

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1 à 3 inclus.

2. Tout Etat contractant ayant formulé des réserves conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment les retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 13

1. Après expiration d'une période de cinq ans à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera

en vigueur, une demande de revision de la présente Convention peut être formulée en tout temps, par toute partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies statue sur les mesures à prendre le cas échéant au sujet de cette demande.

Article 14

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article 8 :

(a) Les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 8, 9 et 10 ;

(b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article II ;

(c) Les demandes de revision présentées conformément à l'article 13 ;

(d) Les réserves à cette Convention présentées conformément à l'article 12.

Article 15

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats visés à l'article 8.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires sous-signés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt-neuf avril mil neuf cent cinquante-huit.

CONVENTION ON THE CONTINENTAL SHELF

The States Parties to this Convention
Have agreed as follows :

Article 1

For the purpose of these articles, the term «continental shelf» is used as referring (a) to the seabed and subsoil of the submarine areas adjacent to the coast but outside the area of the territorial sea, to a depth of 200 metres or, beyond that limit, to where the depth of the superjacent waters admits of the exploitation of the natural resources of the said areas ; (b) to the seabed and subsoil of similar submarine areas adjacent to the coasts of islands.

Article 2

1. The coastal State exercises over the continental shelf sovereign rights for the purpose of exploring it and exploiting its natural resources.

2. The rights referred to in paragraph 1 of this article are exclusive in the sense that if the coastal State does not explore the continental shelf or exploit its natural resources, no one may undertake these activities, or make a claim to the continental shelf, without the express consent of the coastal State.

3. The rights of the coastal State over the continental shelf do not depend on occupation, effective or notional, or on any express proclamation.

4. The natural resources referred to in these articles consist of the mineral and other non-living resources of the seabed and subsoil together with living organisms belonging to sedentary species, that is to say, organisms which, at the harvestable stage, either are immobile on or under the seabed or are unable to move except in constant physical contact with the seabed or the subsoil.

Article 3

The rights of the coastal State over the continental shelf do not affect the legal status of the superjacent waters as high seas, or that of the airspace above those waters.

Article 4

Subject to its right to take reasonable measures for the exploration of the continental shelf and the exploitation of its natural resources, the coastal State may not impede the laying or maintenance of submarine cables or pipe lines on the continental shelf.

Article 5

1. The exploration of the continental shelf and the exploitation of its natural resources must not result in any unjustifiable interference with navigation, fishing or the conservation of the living resources of the sea, nor result in any interference with fundamental oceanographic or other scientific research carried out with the intention of open publication.

2. Subject to the provisions of paragraphs 1 and 3 of this article, the coastal State is entitled to construct and maintain or operate on the continental shelf installations and other devices necessary for its exploration and the exploitation of its natural resources, and to establish safety zones around such installations and devices and to take in those zones measures necessary for their protection.

3. The safety zones referred to in paragraph 2 of this article may extend to a distance of 500 metres around the installations and other devices which have been erected, measured from each point of their outer edge. Ships of all nationalities must respect these safety zones.

4. Such installations and devices, though under the jurisdiction of the coastal State, do not possess the status of islands. They have no territorial sea of their own, and their presence does not affect the delimitation of the territorial sea of the coastal State.

5. Due notice must be given of the construction of any such installations, and permanent means for giving warning of their presence must be maintained. Any installations which are abandoned or disused must be entirely removed.

6. Neither the installations or devices, nor the safety zones around them, may be established where interference may be caused to the use of recognized sea lanes essential to international navigation.

7. The coastal State is obliged to undertake, in the safety zones, all appropriate measures for the protection of the living resources of the sea from harmful agents.

8. The consent of the coastal State shall be obtained respect of any research concerning the continental shelf and undertaken there. Nevertheless the coastal State shall not normally withhold its consent if the request is submitted by a qualified institution with a view to purely scientific research into the physical or biological characteristics of the continental shelf, subject to the proviso that the coastal State shall have the right, if it so desires, to participate or to be represented in the research, and that in any event the results shall be published.

Article 6

1. Where the same continental shelf is adjacent to the territories of two or more States whose coasts are opposite each other, the boundary of the continental shelf appertaining to such States shall be determined by agreement between them. In the absence of agreement, and unless another boundary line is justified by special circumstances, the boundary is the median line,

every point of which is equidistant from the nearest points of the baselines from which the breadth of the territorial sea of each State is measured.

2. Where the same continental shelf is adjacent to the territories of two adjacent States, the boundary of the continental shelf shall be determined by agreement between them. In the absence of agreement, and unless another boundary line is justified by special circumstances, the boundary shall be determined by application of the principle of equidistance from the nearest points of the baselines from which the breadth of the territorial sea of each State is measured.

3. In delimiting the boundaries of the continental shelf, any lines which are drawn in accordance with the principles set out in paragraphs 1 and 2 of this article should be defined with reference to charts and geographical features as they exist at a particular date, and reference should be made to fixed permanent identifiable points on the land.

Article 7

The provisions of these articles shall not prejudice the right of the coastal State to exploit the subsoil by means of tunnelling irrespective of the depth of water above the subsoil.

Article 8

This Convention shall, until 31 October 1958, be open for signature by all States Members of the United Nations or of any of the specialized agencies, and by any other State invited by the General Assembly of the United Nations to become a Party to the Convention.

Article 9

This Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 10

This Convention shall be open for accession by any States belonging to any of the categories mentioned in article 8. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 11

1. This Convention shall come into force on the thirtieth day following the date of deposit of the twenty-second instrument of ratification or accession with the Secretary-General of the United Nations.

2. For each State ratifying or acceding to the Convention after the deposit of the twenty-second instrument of ratification or accession, the Convention shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article 12

1. At the time of signature, ratification or accession, any State may make reservations to articles of the Convention other than to articles 1 to 3 inclusive.

2. Any Contracting State making a reservation in accordance with the preceding paragraph may at any time withdraw the reservation by a communication to that effect addressed to the Secretary-General of the United Nations.

Article 13

1. After the expiration of a period of five years from the date on which this Convention shall enter into force, a request for the revision of this Convention may be made at any time by any Contracting Party by means of a notification in writing addressed to the Secretary-General of the United Nations.

2. The General Assembly of the United Nations shall decide upon the steps, if any, to be taken in respect of such request.

Article 14

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States Members of the United Nations and the other States referred to in article 8 :

(a) Of signatures to this Convention and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with articles 8, 9 and 10 ;

(b) Of the date on which this Convention will come into force, in accordance with article 11 ;

(c) Of requests for revision in accordance with article 13 ;

(d) Of reservations to this Convention, in accordance with article 12.

Article 15

The original of this Convention of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States referred to in article 8.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE at Geneva, this twenty-ninth day of April one thousand nine hundred and fifty-eight.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΥΦΑΛΟΚΡΗΠΙΔΟΣ

Τὰ Κράτη Μέλη ἐν τῇ παρουσίᾳ Συμβάσει συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῶν παρόντων ἄρθρων, ὁ ὅρος «ὕφαλο-κρηπίς» χρησιμοποιεῖται ἵνα δηλώσῃ :

α) τὸν βυθὸν τῆς θαλάσσης καὶ τὸ ὑπέδαφος τῶν ὑποθαλασσίων περιοχῶν τῶν παρακειμένων εἰς τὰς ἀκτὰς, ἀλλ' εὐρισκομένων ἐκτὸς τῆς αἰγιαλίτιδος ζώνης, μέχρι βάθους 200 μέτρων ἢ, καὶ πέραν τοῦ ὁρίου τούτου, μέχρι τοῦ σημείου ἐνθα τὸ βάθος τῶν ὑπερκειμένων ὑδάτων ἐπιτρέπει τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν φυσικῶν πόρων τῶν ἐν λόγῳ περιοχῶν.

β) τὸν βυθὸν τῆς θαλάσσης καὶ τὸ ὑπέδαφος τῶν ἀντιστοιχῶν ὑποθαλασσίων περιοχῶν, αἵτινες συνέχονται πρὸς τὰς ἀκτὰς τῶν νήσων.

Ἄρθρον 2.

1. Τὸ παράκτιον Κράτος ἀσκει κυριαρχικὰ δικαιώματα ἐπὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξερευνήσεως ταύτης, ὡς καὶ ἐκμεταλλεύσεως τῶν φυσικῶν αὐτῆς πόρων.

2. Τὰ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου σκοπούμενα δικαιώματα εἶναι ἀποκλειστικὰ ὑπὸ τὴν ἐννοίαν ὅτι, ἐὰν τὸ παράκτιον Κράτος δὲν ἐξερευνᾷ τὴν ὑφαλοκρηπίδα ἢ δὲν ἐκμεταλλεύεται τοὺς φυσικοὺς αὐτῆς πόρους, οὐδεὶς δύναται νὰ ἀναλάβῃ τοιαύτας δραστηριότητας, οὔτε νὰ ἀξιόση δικαιώματα ἐπὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος ἄνευ τῆς ρητῆς συναίνεσεως τοῦ παράκτιου Κράτους.

3. Τὰ δικαιώματα τοῦ παράκτιου Κράτους ἐπὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος εἶναι ἀνεξάρτητα τῆς πραγματικῆς ἢ πλασματικῆς κατοχῆς, ὡς ἐπίσης καὶ πάσης ρητῆς διακηρύξεως.

4. Οἱ ὑπὸ τῶν παρόντων ἄρθρων σκοπούμενοι φυσικοὶ πόροι, περιλαμβάνουσι τοὺς μεταλλευτικοὺς πόρους καὶ ἑτέρους μὴ ζῶντας πόρους τοῦ βυθοῦ τῆς θαλάσσης καὶ τοῦ ὑπεδάφους, ὡς καὶ τοὺς ζῶντας ὁργανισμοὺς τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰ καθι-στικά εἶδη, ἥτοι τοὺς ὁργανισμοὺς οἵτινες κατὰ τὸ στάδιον κατὰ τὸ ὅποιον εἶναι δυνατὴ ἡ ἀλιεῖα αὐτῶν εἶναι εἴτε ἀλί-νηται ἐπὶ τοῦ βυθοῦ τῆς θαλάσσης ἢ ὑπ' αὐτόν, εἴτε ἀνίκανοι νὰ μετακινήθωσιν, εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον παραμένουσι διαρκῶς ἐν φυσικῇ ἐπαφῇ μετὰ τοῦ βυθοῦ τῆς θαλάσσης ἢ τοῦ ὑπεδά-φους.

Άρθρον 3.

Τὰ δικαιώματα τοῦ παρακτίου Κράτους ἐπὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος δὲν θίγουνσι τὸ καθεστὼς τῶν ὑπερκειμένων ὑδάτων ὡς ἀνοικτῆς θαλάσσης. οὔτε ἐκεῖνο τοῦ ἐναερίου χώρου τοῦ ὑπερκειμένου τῶν ὑδάτων τούτων.

Άρθρον 4.

Τὸ παρακτίον Κράτος δὲν δύναται νὰ παρεμποδίξῃ τὴν τοποθέτησιν ἢ τὴν συντήρησιν τῶν ἐπὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος ὑποβρυχίων καλωδίων ἢ ἀγωγῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ δικαιώματος αὐτοῦ πρὸς λήψιν εὐλόγων μέτρων διὰ τὴν ἐξερεύνησιν τῆς ὑφαλοκρηπίδος καὶ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν φυσικῶν αὐτῆς πόρων.

Άρθρον 5.

1. Ἡ ἐξερεύνησις τῆς ὑφαλοκρηπίδος καὶ ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν φυσικῶν αὐτῆς πόρων δέον ὥπως μὴ ἔχωσιν ὡς ἀποτέλεσμα τὴν κατ' ἀδικιολόγητον τρόπον παρενόχλησιν τῆς ναυσιπλοΐας, τῆς ἀλιείας ἢ τῆς διατηρήσεως τῶν βιολογικῶν πόρων τῆς θαλάσσης, οὔτε τὴν παρενόχλησιν τῶν βασικῶν ὡκεανογραφικῶν ἐρευνῶν ἢ ἐτέρων ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν πραγματοποιουμένων μετὰ τὴν πρόθεσιν δημοσιεύσεως τῶν ἀποτελεσμάτων αὐτῶν.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 1 καὶ 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ παρακτίον Κράτος δικαιούται νὰ κατασκευάξῃ καὶ συντηρῇ ἢ νὰ θέτῃ εἰς λειτουργίαν ἐπὶ τῆς ὑφαλοκρηπίδος τὰς ἐγκαταστάσεις καὶ ἐτέρας κατασκευὰς τὰς ἀναγκαίας διὰ τὴν ἐξερεύνησιν αὐτῆς καὶ διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν φυσικῶν αὐτῆς πόρων καὶ νὰ καθορίξῃ ζώνας ἀσφαλείας περὶ τῶν ἐν λόγῳ ἐγκαταστάσεων ἢ κατασκευῶν καὶ νὰ λαμβάνῃ ἐντὸς τῶν ζωνῶν τούτων τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν αὐτῶν μέτρα.

3. Αἱ ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου σκοπούμεναι ζῶναι ἀσφαλείας δύναται νὰ ἐκτείνωνται ἐπὶ ἀποστάσεως 500 μέτρων περὶ τῶν ἐγκαταστάσεων ἢ ἐτέρων κατασκευῶν ὧν ἐγένετο τοποθέτησις, τῆς ἀποστάσεως μετρούμενης ἐξ ἐκάστου σημείου τῶν ἐξωτερικῶν αὐτῶν ὁρίων.

Τὰ πλοῖα πάσης ἐθνικότητος ὑποχρεοῦνται ὥπως σέβωνται τὰς ἐν λόγῳ ζώνας ἀσφαλείας.

4. Αἱ ὡς ἄνω ἐγκαταστάσεις ἢ κατασκευαί, καίτοι ὑπαγόμεναι εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ παρακτίου Κράτους, δὲν διέπονται ὑπὸ καθεστῶτος νήσων. Αὗται δὲν ἔχουσιν ἰδίαν αἰγιαλίτιδα ζώνην καὶ ἡ ὑπαρξίς τούτων δὲν ἀσκει ἐπίδρασιν τινὰ διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς αἰγιαλίτιδος ζώνης τοῦ παρακτίου Κράτους.

5. Ἡ κατασκευή τῶν ἐν λόγῳ ἐγκαταστάσεων δέον ὥπως ἀνακοινοῦται προσηκόντως, ὡσαύτως δὲ δέον ὥπως ἐξασφαλίζεται ἡ συντήρησις τῶν ἀναγκαίων μονίμων μέσων σηματοδοτήσεως. Ἀπασα αἱ ἐγκαταλειπόμεναι ἢ μὴ χρησιμοποιούμεναι ἐγκαταστάσεις, δὲν ὥπως ἀφαιρῶνται ἐξ ὁλοκλήρου.

6. Αἱ ἐγκαταστάσεις, ἢ κατασκευαί ὡς καὶ αἱ καθορισθεῖσαι περὶ αὐτῶν ζῶναι ἀσφαλείας, δέον ὥπως μὴ εὗρηται ἐντὸς περιοχῶν ἐνθα δύνανται νὰ παρενοχλῶσι τὴν χρησιμοποίησιν τακτικῶν θαλασσίων ὁδῶν ἀπαρχιτήτων εἰς τὴν διεθνῇ ναυσιπλοΐαν.

7. Τὸ παρακτίον Κράτος ὑποχρεοῦται νὰ λαμβάνῃ ἐντὸς τῶν ζωνῶν ἀσφαλείας τὰ ἐνδεικνύμενα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν βιολογικῶν πόρων τῆς θαλάσσης κατὰ παντὸς ἐπιβλαβοῦς παράγοντος.

8. Διὰ πᾶσαν ἐρευνᾶν σχετικὴν πρὸς τὴν ὑφαλοκρηπίδα, ἐπιχειρουμένην ἐπιτοπίως, δέον ὥπως παρέχεται ἡ συναίνεσις, τοῦ παρακτίου Κράτους. Οὐχ ἥττον, τὸ παρακτίον Κράτος δέον ὥπως μὴ ἀρνῆται κανονικῶς τὴν συναίνεσιν του, ἐφ' ὅσον ἡ αἰτήσις ὑποβάλλεται ὑπὸ Ὁργανισμοῦ συγκινητροῦντος τὰς ἀναγκαίας προϋποθέσεις δι' ἐρεῦνας καθαρὰς ἐπιστημονικῆς φύσεως ἀφορώσας εἰς τὰ φυσικὰ ἢ βιολογικὰ χαρακτηριστικὰ τῆς ὑφαλοκρηπίδος, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ παρακτίον Κράτος θὰ δύναται, ἐφ' ὅσον ἐπιθυμῇ τοῦτο, νὰ μετάρχη τῶν ἐν λόγῳ ἐρευνῶν ἢ νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτάς καὶ ὅτι,

ἐν πάσῃ περιπτώσει, τὰ ἀποτελέσματα τούτων θέλουσι δημοσιευθῇ.

Άρθρον 6.

1. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ αὐτὴ ὑφαλοκρηπίς παράκειται εἰς τὰ ἐδάφη δύο ἢ περισσοτέρων Κρατῶν τῶν ὑποίων αἱ ἀκταὶ εὐρίσκονται ἐναντι ἀλλήλων, τὰ ὅρια τῆς ὑφαλοκρηπίδος μεταξὺ τῶν Κρατῶν τούτων καθορίζονται διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ Κρατῶν. Ἐν ἐλλείψει συμφωνίας, καὶ ἐφ' ὅσον εἰδικαὶ περιστάσεις δὲν δικαιολογοῦσι διάφορον καθορισμὸν τῶν ὁρίων, ταῦτα καθορίζονται ὑπὸ τῆς μέσης γραμμῆς πᾶν σημεῖον τῆς ὁποίας εὐρίσκεται εἰς ἴσην ἀπόστασιν ἀπὸ τῶν ἐγγυτέρων σημείων τῶν γραμμῶν βάσεως ἐφ' ὧν μετρεῖται τὸ πλάτος τῆς αἰγιαλίτιδος ζώνης ἐκάστου τῶν Κρατῶν τούτων.

2. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ αὐτὴ ὑφαλοκρηπίς παράκειται εἰς τὰ ἐδάφη δύο ὁμόρων Κρατῶν, τὰ ὅρια τῆς ὑφαλοκρηπίδος καθορίζονται διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κρατῶν τούτων. Ἐν ἐλλείψει συμφωνίας, καὶ ἐφ' ὅσον εἰδικαὶ περιστάσεις δὲν δικαιολογοῦσι διάφορον καθορισμὸν τῶν ὁρίων, ὁ καθορισμὸς οὗτος διενεργεῖται διὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἀρχῆς τῆς ἴσης ἀποστάσεως τῶν ἐγγυτέρων σημείων τῶν γραμμῶν βάσεως ἐφ' ὧν μετρεῖται τὸ πλάτος τῆς αἰγιαλίτιδος ζώνης ἐκάστου τῶν Κρατῶν τούτων.

3. Κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ὁρίων τῆς ὑφαλοκρηπίδος, πᾶσα ὁροθετικὴ γραμμὴ χαραχθεῖσα συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ταῖς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου μνημονευθεῖσας ἀρχὰς θὰ ἔδει ὥπως προσδιορίζεται δι' ἀναφορὰς εἰς τοὺς γεωγραφικοὺς χάρτας καὶ τὰ γεωγραφικὰ χαρακτηριστικὰ τοὺς ὑφισταμένους εἰς δεδομένην ἡμερομηνίαν, θὰ ἔδει δὲ ὡσαύτως ὥπως μνημονεύωνται σημεῖα ἐπισημάνσεως, σταθερὰ καὶ μόνιμα ἐπὶ τῆς ζήτησ.

Άρθρον 7.

Αἱ διατάξεις τῶν παρόντων ἄρθρων κατ' οὐδὲν ἐπηρεάζουσι τὸ δικαίωμα τοῦ παρακτίου Κράτους ὥπως ἐκμεταλλεύεται τὸ ὑπέδαφος προσφεύγον εἰς τὴν διάνοξιν συράγγων, οἰονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ βάθος τῶν ὑπερκειμένων τοῦ ὑπέδαφους ὑδάτων.

Άρθρον 8.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι, μέχρι 31ης Ὀκτωβρίου 1958, ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑφ' ὅλων τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ εἰδικευμένου τινὸς ὁργανισμοῦ, ὡσαύτως δὲ καὶ ὑπὸ παντὸς ἐτέρου Κράτους καλουμένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὥπως καταστῇ μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν.

Άρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἐπικυρωθῇ. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Άρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν παντὸς Κράτους ἀνήκοντος εἰς μίαν τῶν ἐν ἄρθρῳ 8 μνημονευομένων κατηγοριῶν. Τὰ ἔγγραφα προσχωρήσεως θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Άρθρον 11.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς κατάρθεσως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν τοῦ εἰκοστοῦ δευτέρου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἐκαστον τῶν Κρατῶν ἅπανα θέλουσιν ἐπικυρώσει τὴν Σύμβασιν ἢ προσχωρήσει εἰς αὐτὴν μετὰ τὴν κατάρθεσιν τοῦ εἰκοστοῦ δευτέρου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ἢ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν μετὰ τὴν κατάρθεσιν παρὰ τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ.

"Άρθρον 12.

1. Κατά τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, πᾶν Κράτος θὰ δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις εἰς τὰ ἄρθρα τῆς Συμβάσεως πλὴν τῶν ἁρθρῶν 1 ἕως 3 συμπεριλαμβανομένου.

2. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος διατυπῶσαν ἐπιφυλάξεις συμφώνως τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ θὰ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀποσύρῃ ταύτας διὰ σχετικῆς ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

"Άρθρον 13.

1. Μετὰ τὴν ἐκπνοὴν περιόδου πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, δύναται κατὰ πάντα χρόνον νὰ διατυπωθῇ αἰτήσεις ἀναθεωρήσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑπὸ παντὸς συμβαλλομένου μέλους, δι' ἐγγράφου γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀποφαίνεται περὶ τῶν ληπτέων μέτρων συναφῶς πρὸς τὴν τοιαύτην αἴτησιν ἐφ' ὅσον συντρέχῃ λόγος.

"Άρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γνωστοποιεῖ πρὸς πάντα τὰ Κράτη μέλη τοῦ Ὁργα-

νισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὰ ἕτερα Κράτη τὰ προβλεπόμενα ἐν ἁρθρῳ 8 :

α) Τὰς τεθείσας ὑπὸ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὑπογραφὰς καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, συμφώνως τοῖς ἁρθροῖς 8, 9 καὶ 10.

β) Τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως τῷ ἁρθρῳ 11.

γ) Τὰς αἰτήσεις ἀναθεωρήσεως τὰς ὑποβαλλομένας συμφώνως τῷ ἁρθρῳ 13.

δ) Τὰς ἐπιφυλάξεις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν τὰς διατυπouμένας συμφώνως τῷ ἁρθρῳ 12.

"Άρθρον 15.

Τὸ πρωτότυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως τῆς ὁποίας τὰ ἀγγλικόν, κινεζικόν, ἰσπανικόν, γαλλικόν καὶ ρωσικόν κείμενα ἔχουσιν ἴσην ἰσχύν, θέλει κατατεθῇ παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματεῖ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅστις θέλει χορηγῇ ἀκριβὲς ἐπικεκυρωμένον αὐτῆς ἀντίγραφον εἰς πάντα τὰ ἐν ἁρθρῳ 8 προβλεπόμενα Κράτη.

Εἰς πίστῳσιν τούτων οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι παρὰ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ εἰκοστῇ ἐνάτῃ Ἀπριλίου χίλια ἑνεακόσια πεντήκοντα ὀκτώ.

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἔκδοσις συνδρομῆς τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τυμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. ...	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρ- θρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλε- πομένων ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδοπῶν Ἀσφαλι- στικῶν Ἐταιρειῶν.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνω- νύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφα- λιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιοριστικῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφα- λιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνω- νύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρημα- τιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμα- τευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγο- ρᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/ 67	»	500

Β' Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοι- χείων	»	500

Γ' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συν- εταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγί- σεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστι- κῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως λαματικῶν ὕδατων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ—ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπου, μερίμνη τοῦ ενδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δέονται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπου ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Θ ΠΡΟ-ΙΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε. Τ.

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ